

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 1.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 2 JANVIER 1879

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

SOMMAIRE

A nos lecteurs.—Croquis et portraits, par Arbois.—A la veillée, par Fabien Vanasse.—Paul Tahourenché, par Alabastari.—A propos d'anglicismes, par A. G.—Avant 1760, par Benjamin Sulte (suite).—Histoire de l'île-aux-Coudres, par l'abbé Alexis Mailloche (suite).—Une période critique dans l'histoire de la terre.—Poésie : Le 1er de l'an 1879, par J. B. Caouette.—La bande rouge, par F. du Boisgobey (suite).—Un poète canadien apprécié en France.—Choses et autres.—Les chats du cardinal Richelieu.—Prix du marché de détail de Montréal.—Le jeu de dames.—Les échecs.

GRAVURES : F. X. Picard (Tahourenché) grand-chef de la tribu des Hurons; Réception de la princesse Louise et du marquis de Lorne à Villa-Maria; Les chats du cardinal de Richelieu; Les chevaux sauvages dans les pampas de l'Amérique du Sud.

A NOS LECTEURS.

Dans ce temps d'épreuves et de misère, il y aurait tant de choses à souhaiter à nos abonnés, à l'occasion du nouvel an, que nous allons tout simplement leur faire le souhait banal d'obtenir, cette année, tout ce qu'ils désirent et le reste par surcroît. Puissent-ils aussi, dans leur intérêt comme dans le nôtre, continuer à lire *L'Opinion Publique* et à la payer, la payer surtout, s'ils veulent être heureux en ce monde et dans l'autre.

CROQUIS ET PORTRAITS

M. BLAKE

Il est difficile d'imaginer une personnalité plus différente de Sir John que celle de M. Blake. Le contraste saute aux yeux, et, involontairement, l'on songe à M. Gladstone faisant vis-à-vis à lord Beaconsfield. C'est le même choc d'ambitions puissantes et rivales. Votre admiration ira plus volontiers à l'un qu'à l'autre, selon que vous préférez la force à la grâce, ou l'adresse du tacticien à l'initiative intellectuelle du théoricien.

Dans notre Chambre des Communes comme dans celle d'Angleterre, il n'y a aujourd'hui que deux astres de première grandeur : là-bas, Disraeli et Gladstone; ici, Sir John et Blake. Et si Sir John, à l'aisance de son air, rappelle ces grands seigneurs d'Angleterre qui, au siècle dernier, mêlaient les artifices parlementaires aux intrigues de cour et lisaient plus volontiers Voltaire qu'ils ne gouvernaient d'après les préceptes de Montesquieu, M. Blake, de son côté, fait songer à cette école de politiques austères et convaincus dont Burke a été en un certain sens la haute personnification, comme caractère et non cependant comme opinion. Il n'y a aucun de nos hommes publics qu'on s'étonnerait moins de voir entrer dans la

Chambre des Communes d'Angleterre; il semble y appartenir déjà. C'était le rêve de M. Howe que d'y entrer, ce serait la gloire de M. Blake, et il trouverait près de M. Gladstone son rang et sa place.

Orateur, M. Blake manque de variété dans la diction et de moelleux dans l'allure. Il y a du puritain dans son attitude. Il n'est pas solennel, mais il est rigide; et, à travers ce masque de magistrat, brille le feu d'une âme ardente, l'ironie d'un esprit mordant. Mais cette âme sait se contenir et cet esprit se guider. La parole de M. Blake, inspirée par une flamme intérieure puissante, ne sort jamais cependant des bornes que sa pensée concentrée lui assigne. Elle s'arrête juste au point où elle cesserait d'être maîtresse d'elle-même, et jamais encore elle n'a rompu ses chaînes. Le jour où, sous le coup d'une provocation inattendue, elle les rompra, ce sera un émouvant spectacle pour la galerie, mais pour l'agresseur même une mauvaise affaire qui, à défaut des rieurs, mettra les pleureurs de son côté.

Ce qui protège M. Blake, plus vivement que toutes les bonnes résolutions, contre les entraînements de tempérament, c'est le souci constant et délicat de la forme. Nul parmi nous ne l'a à ce degré, et c'est ce qui de suite le met hors de pair. Il ne voudrait pas laisser son esprit se risquer dehors, sans avoir au préalable revêtu cette armure dont la couleur un peu sombre est bientôt éclairée par les étincelles qu'en tirent les hasards de la mêlée. Il n'entre en campagne qu'armé de pied en cap; et lorsqu'on le voit partir en guerre sur une question, on peut être sûr qu'il la connaît à fond et que sur aucun point on ne le prendra au dépourvu. Il a visité par avance avec soin toute la place et en connaît le fort et le faible. Des esprits de cette nature exigent toujours plus d'eux-mêmes que leur auditoire, et ils ne sont en repos que lorsqu'ils ont atteint dans leur essor le degré le plus élevé.

Dans ce labeur incessant et ingrat, si l'on songe que le public n'en tient pas toujours suffisamment compte, et souvent n'attache guère plus de prix à une idée longtemps cherchée, qu'à un raisonnement parfaitement fouillé, qu'à un lieu commun adroitement présenté; dans ce labeur incessant et ingrat, M. Blake a ébranlé sa santé. A ces soucis sont venus se joindre des préoccupations de théoricien et de penseur, poussant jusqu'au scrupule le légitime désir de mettre en parfaite harmonie les principes posés dans l'opposition avec les idées politiques au pouvoir; blessé, souffrant délicatement d'être obligé parfois de sacrifier ses propres instincts aux nécessités de parti, de voiler le passé pour ne pas embarrasser le présent et nuire à des gens dont tout l'avenir tient au hasard d'une réélection.

Tirailé entre les incitations de son ambition, les sottes exigences de parti, le tourment du bien dire et du bien faire, et le soin de son repos, M. Blake a paru inconsistant lorsqu'il n'était qu'agité. Il voudrait renoncer à la vie publique ou la pratiquer comme d'autres, plus heureux et moins fiers, et il ne le peut. La légitime ambition du premier rôle le pousse, et le généreux souci des égards dus aux relations d'amitié le retient. Il reste à se débattre dans une situation intermédiaire, inclinant un jour vers l'émancipation et revenant le lendemain à l'observation de la discipline. Ce

mouvement de va et vient étonne chez un esprit si ferme et si puissant; et on a insinué, qu'au milieu de tant de grandes qualités il en manquait une, naturelle à l'ambitieux, indispensable à celui qui veut l'être : le courage moral ou immoral, ce courage qui vous donne la force d'égorger un compagnon d'armes qui vous gêne avec autant de résolution, sinon avec autant de plaisir qu'un adversaire.

Le jour où M. Blake, à son ardeur au combat, à sa redoutable puissance dans la mêlée, joindra cette bravoure facile aux petites gens et familière aux roués, il prendra sa vraie place dans notre monde politique, et, nonobstant le noble souci de la perfection dans la forme, de la vigoureuse logique dans les opinions, de la parfaite conséquence dans les actes, il sera sur la voie de la guérison, certainement, en tous cas, dans sa propre voie et sur le chemin de la gloire.

ARBOIS.

A LA VEILLÉE

Pour une dernière fois, nous causerons de colonisation.

Dans notre dernière *veillée*, nous avons dit que toute législation tendant à favoriser l'agriculture est également favorable à la colonisation. C'est pourquoi nos législateurs devraient constamment travailler à populariser par tous les moyens à leur disposition les principes de l'agriculture en rendant obligatoire l'enseignement de cet art dans nos écoles élémentaires. Il devrait de plus y avoir un fonds permanent pour la création et le soutien efficace des écoles d'agriculture.

Voilà, en substance, le résumé de notre dernière causerie. Nous croyons avoir parlé raison. En effet, si l'on réussit à donner à l'agriculture une législation conforme à ses besoins, on en fera une carrière lucrative et certaine. Dès lors vous verrez diminuer le courant de l'émigration aux États-Unis; le flot d'émigrants indigne qui envahit chaque jour de plus en plus les centres industriels et manufacturiers, le commerce et les professions libérales, se repliera vers la campagne, qu'il enrichira en la fécondant par le travail; et l'agriculture, au lieu d'être délaissée, deviendra la carrière la plus active et la plus recherchée, parce qu'elle est la source des plus grandes et des plus solides fortunes. Le cultivateur est à l'abri de tous les caprices du commerce. Les champs forment un capital qui ne peut se perdre, quelque crise monétaire qu'il arrive, et il représente toujours une richesse certaine pour le pays.

Ainsi, l'amélioration de notre législation agricole et la diffusion des principes de l'agriculture : voilà, selon nous, le premier moyen d'encourager la colonisation du pays.

Ce n'est pas tout.

Il faut de plus faire connaître et apprécier, au dedans et au dehors du pays, les avantages et les qualités du sol que l'on offre à la colonisation.

Notre gouvernement local, qui possède encore près de cinquante millions d'arpents de terre propres à l'agriculture, doit travailler à faire connaître leur situation, leur climat, leurs avantages particuliers, les richesses qu'ils renferment. Enfin, il doit s'efforcer de donner au public les in-

formations les plus détaillées et les plus exactes, afin de ne point tromper les colons qui iront s'y établir.

Notre siècle est un siècle d'annonce et de réclame. On en fait pour le commerce, les jeux publics, les concerts—jusqu'à la politique qui a ses annonces et ses réclames. Et la chose réussit. Pourquoi nos gouvernements ne prendraient-ils pas ce moyen de publication pour annoncer et faire connaître les richesses et les sources de fortune de notre sol? Sont-ils nombreux dans nos villes et nos campagnes ceux qui connaissent les richesses minières du pays? la nature du sol des vallées de l'Ottawa? de la Mattawan? du Saint-Maurice? du Saguenay? et la qualité des terres dans les cantons de l'Est? leur distance des grands centres? leurs moyens de communication, etc., etc.? On ne peut pas le contester, nous ne connaissons pas assez notre pays, ses ressources naturelles, les qualités variées de son sol et de son climat. Ce manque de connaissance a certainement beaucoup contribué à retarder la colonisation de nos terres.

Voyons ce qui se passe en Haut-Canada et aux États-Unis. Chaque année, les autorités de ces pays, publient à grands frais des milliers et des milliers de petites brochures, que l'on fait répandre partout dans le pays et en dehors, dans le but de faire connaître les ressources que présentent ces contrées à ceux qui désireraient y aller chercher fortune. - Aux États-Unis, les chars, les bateaux à vapeur, les gares des chemins de fer sont remplis des cartes géographiques du pays, avec notes explicatives, et des informations générales sur tous les points du pays. C'est là un excellent moyen de populariser les connaissances géographiques du pays, d'attirer les immigrants, d'encourager la colonisation. Aussi avec quelle rapidité se fait la colonisation chez nos voisins des États-Unis!

Pourquoi n'imiterions-nous pas ces exemples?

Nous devrions aussi introduire dans nos écoles élémentaires des *traités de Géographie*, avec cartes explicatives, pour bien faire connaître et comprendre aux enfants la position du pays, sa grandeur, ses lacs, ses fleuves, ses montagnes et ses vallées; les endroits habités et ceux encore couverts de forêts.

Nous avons vu de ces cartes géographiques au collège des révérends Pères Jésuites, à Montréal. Rien de plus propre à frapper l'intelligence des enfants et à faciliter l'étude de la géographie. Nous nous permettrons d'attirer l'attention du bureau de l'Instruction publique sur ces modèles de cartes géographiques, *en relief*, et nous en suggérerons humblement l'introduction dans nos écoles et collèges.

Résumons en deux mots ce que nous avons dit sur la colonisation.

Il faut coloniser nos terres afin d'agrandir notre marché indigène. La colonisation ne doit pas être une œuvre politique. Les *Bleus* et les *Rouges* sont de mauvais colonisateurs. Le clergé, par sa position indépendante de toute organisation politique, et par l'influence salutaire que sa science et ses vertus religieuses et nationales lui ont assurée dans le pays, est, selon nous, le seul corps en état de travailler efficacement à l'œuvre nationale de la colonisation. Tout le devoir du gouvernement, dans cette action, consiste à secondar les efforts du clergé en faisant ouvrir des v